

N° d'ordre NNT : 2022LYO20035

THÈSE de DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE  
LYON 2 en COTUTELLE avec L'UNIVERSIDAD DE  
LA REPUBLICA URUGUAY

École Doctorale : ED 484

Lettres, langues, Linguistique, Arts

Discipline : Études ibériques et latino-américaines

Soutenue publiquement le 12 octobre 2022, par :

Camille GAPENNE

---

**Circulación transnacional de la información  
y construcción del evento.**

*El Mayo francés en Uruguay (1968-1974).*

---

Devant le jury composé de :

Mónica MARONNA, Professor Agregado, Universidad de la República, Présidente

Raul CAPLAN, Professeur des Universités, Université Grenoble Alpes, Rapporteur

Denis MERKLEN, Professeur des Universités, Université Sorbonne Nouvelles - Paris 3, Rapporteur

Pilar GONZÁLEZ BERNALDO DE QUIRÓS, Professeure des Universités, Université Paris Diderot,  
Examinatrice

Pablo ALVIRA, Professor Adjunto, Universidad de la República, Examineur

Vania MARKARIAN, Professor Titular, Universidad de la República, Co-Directrice de thèse

Alvar DE LA LLOSA, Professeur des Universités, Université Lumière Lyon 2, Co-Directeur de thèse

# Contrat de diffusion

Ce document est diffusé sous le contrat *Creative Commons* « [Paternité – pas d'utilisation commerciale - pas de modification](#) » : vous êtes libre de le reproduire, de le distribuer et de le communiquer au public à condition d'en mentionner le nom de l'auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ni l'utiliser à des fins commerciales.

# **CIRCULATION TRANSNATIONALE DE L'INFORMATION ET CONSTRUCTION DE L'ÉVÉNEMENT**

## **MAI 68 EN URUGUAY (1968-1974)**

Camille GAPENNE,

Dir. Vania MARKARIAN, Universidad de la República (Montevideo),

Dir. Alvar DE LA LLOSA, Université Lumière Lyon 2.

Soutenance prévue pour le 12 octobre 2022.

Ce travail de recherche prend comme point de départ le manque d'intérêt vis-à-vis de la réception de Mai 68 en Uruguay, tant chez les observateurs contemporains de l'événement que dans les recherches postérieures, généralement justifié par une absence supposée d'influence des luttes des étudiants français sur leurs pairs uruguayens, et par une identification impossible entre les contextes des deux pays. La question a cependant été posée immédiatement après les événements et de façon récurrente, preuve que la révolte parisienne fut érigée en point de comparaison incontournable, dès le mois de mai puis de manière durable. La diversité des réponses proposées reflète l'absence de consensus sur l'existence même et la nature supposée de cette influence, ainsi que la multiplicité des récits produits sur Mai 68.

Dans la bibliographie postérieure sur le mouvement étudiant uruguayen, la référence au Mai français, bien qu'omniprésente, apparaît le plus souvent formulée comme une négation de l'influence des étudiants français. Cette négation est fondée sur l'argument de la différence de contexte et, de cette manière, elle justifie le peu d'intérêt pour la question. On peut y voir également une conséquence de la traditionnelle adoption du cadre national dans l'historiographie uruguayenne, favorisant une perspective institutionnelle qui place au premier plan les aspects politiques et économiques. Or, les travaux académiques considèrent 1968 comme une année charnière dans l'histoire de l'Uruguay qui marque le début de la période prédictoriale. Généralement motivé par la volonté de déterminer des explications internes au processus de délitement de la démocratie, l'intérêt des chercheurs

pour 1968 est due au mouvement étudiant uruguayen, mais aussi au tournant de la stratégie répressive du gouvernement: tout cela explique le peu d'attention portée aux relations avec des événements extérieurs.

Des travaux plus récents (Markarian, 2012; Marchesi, 2019) ont proposé de nouvelles perspectives de recherches, en intégrant une perspective culturelle et transnationale, centrée sur les circulations entre l'Amérique latine et les États-Unis, ou entre pays latinoaméricains. Bien qu'ils constituent un apport essentiel –tant méthodologique qu'heuristique–, la question de la réception de Mai 68 est toujours éludée, selon le même argumentaire de l'absence d'influence et de la différence des contextes. Ces explications nous semblent cependant problématiques, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, elles occultent l'inexistence d'explication satisfaisante à l'impact de Mai 68 en Uruguay. Ensuite, la réflexion binaire en termes d'influence ou d'absence d'influence apparaît particulièrement limitative. Finalement, le postulat de la différence entre les deux mouvements étudiants suggère que la circulation des idées et de l'information, les phénomènes de resignification et réappropriation, ne se produiraient qu'entre des acteurs et des contextes similaires. Il nous semble donc intéressant, tout en nous inscrivant dans la continuité des avancées de l'historiographie uruguayenne, de réviser l'idée d'influence et de penser au contraire Mai 68 comme une référence ambivalente, toujours présente, mais objet de représentations diverses, positives ou non, bien souvent nuancées.

Ces observations nous ont donc conduit à étudier la construction de Mai 68 comme un événement international, à travers l'analyse de publications uruguayennes et des réseaux transnationaux de circulation de l'information desquels elles font partie. Nous avons opté pour un arc chronologique ample (1968-1974) afin d'intégrer différents moyens de communication –de la presse quotidienne aux livres– avec leurs dynamiques et temporalités propres. Ainsi, nous avons pu observer l'évolution de la représentation des événements, l'accumulation de narrations et interprétations, la rencontre de récits et voix dissonantes. Comprendre l'entrelacs de discours sur Mai 68 nous a permis de restituer la densité historique de ces deux mois de révolte. L'étude conjointe de circulations globales et de la réception locale vise à ouvrir la réflexion sur l'insertion de l'Uruguay dans des processus qui dépassent largement ses frontières nationales et, plus généralement, sur les vertus du jeu d'échelle dans le travail de l'historien. Finalement, rendre compte de la

structure de ces circulations revient à penser la construction de l'événement non comme le simple résultat d'une opinion ou d'une analyse, mais comme l'aboutissement d'un processus en partie conditionné par la matérialité des réseaux transnationaux.

Cette hétérogénéité des récits sur Mai 68 et les diverses modalités de leur insertion dans les débats à échelle locale est particulièrement visible dans les discussions sur l'usage de la violence et les “voies de la révolution”. La révolte française apparaît fréquemment dans ce cadre, comme un exemple permettant de valoriser la combativité des manifestants uruguayens et l'héroïsme des martyrs étudiants, de définir une identité latinoaméricaine, d'élaborer une stratégie révolutionnaire ou de réfléchir sur la possibilité du changement depuis l'individu, l'art et la vie quotidienne. On voit ainsi que, si les aspects les plus violents et répressifs de Mai 68 ont été généralement mis de côté, ceci correspond à des objectifs différents. Évoquer une grande diversité de moyens de communication, passeurs d'expériences et de réflexions, est donc une manière d'enrichir la compréhension des débats sur les “voies de la révolution”, traditionnellement associés dans l'historiographie uruguayenne aux groupes guerrilleros, en particulier le MLN-Tupamaros.

Les travaux académiques français, malgré l'abondance bibliographique, se sont longtemps limités au cadre national (voire parisien), au seul mois de mai, et aux aspects les plus contraculturels de la contestation. Cependant, des recherches menées à bien ces dernières années (Zancarini-Fournel et Artières, 2008; Ross, 2002; Pagis, 2014) ont entamé un processus d'ampliation géographique et temporelle et de repolitisation de l'événement. Cette ouverture vers d'autres espaces et temporalités –tant en France qu'en Uruguay– a enrichi notre compréhension des mouvements étudiants de 1968, lesquels constituent bien plus que la somme des révoltes locales ou nationales. Bien que des historiens aient tenté de les concevoir comme un phénomène global, il nous semble plus adéquat de concevoir 1968 comme “expérience transnationale” pour rendre compte de manière précise des circulations d'idées, de l'articulation de diverses échelles géographiques, des processus locaux de réception et de la présence de références qui ne peuvent se penser en termes d'influence. En ce sens, bien que nous ayons décidé de nous centrer sur la diffusion d'information depuis la France vers l'Uruguay, nous avons aussi tenté de réaliser des allers-retours entre production et réception de celle-ci, de déplacer le regard d'un acteur à l'autre. En relation avec cet objectif, l'une des difficultés majeures a

été de respecter les agendas de recherche tant en France qu'en Uruguay, tout en construisant un objet d'étude unifié.

La volonté d'analyser tant les réseaux transnationaux que les resignifications locales est également une invitation à réfléchir au concept d'événement, objet d'étude de l'histoire dite positiviste du XIX<sup>e</sup> siècle, abandonné par l'École des Annales en faveur du temps long, et réhabilité à la fin des années soixante. Ce "retour de l'événement" n'est d'ailleurs pas étranger à Mai 68. Des intellectuels français (Le Roy Ladurie, 1972; Morin, 1972) ont réintégré l'événement comme partie de l'explication de l'évolution des structures. D'autres (Ricœur, 1971; Veyne, 1971) ont insisté sur la place du récit et de l'opération historiographique. Finalement, à l'instar de Pierre Nora, certains ont adopté une perspective constructiviste, insistant en particulier sur le rôle des médias, producteurs d'événements n'existant pas en dehors d'eux. Nous postulons cependant que l'événement est plutôt le résultat d'une médiatisation, comprise non pas comme la condition d'existence de l'événement, mais comme un mode de construction des représentations, des significations et des réalités qu'il faut historiciser. Pour rendre compte de cette médiatisation, nous avons délimité des sphères de circulation de l'information qui se superposent en partie chronologiquement. Définies en fonction des acteurs, des réseaux et des objectifs que les caractérisent, elles révèlent certains mécanismes de la médiatisation instantanée, massive et durable de Mai 68, converti en événement international. Pour chacune des trois sphères étudiées, qui structurent les trois parties de ce travail, nous présentons, dans un premier temps, les spécificités de la production et circulation de l'information, avant de nous orienter dans un deuxième temps vers l'analyse des représentations de Mai 68.

## Première partie

### **Construire l'événement dans le marché mondialisé de l'information: les médias de masse et la presse quotidienne uruguayenne (mai-juin 1968)**

#### *I. Les médias de masse uruguayens entre circulations transnationales, débats régionaux et particularités locales*

Les recherches sur les moyens de communications (*mass media*) ont été largement influencées par le milieu universitaire étasunien. Il en découle, d'une part, une vision présentiste et téléologique des moyens de communication, qui se succèdent et se remplacent au rythme des mutations technologiques. D'autre part, les médias sont souvent considérés comme formant un "village global", pour reprendre l'expression de Marshall McLuhan. Face à ce double écueil, et avant d'analyser la représentation de Mai 68 dans la presse quotidienne de Montevideo, nous présentons dans ce premier chapitre les caractéristiques du système international de production et circulation de l'information ainsi que les médias de masse en Uruguay, entre particularités locales et phénomènes globaux. De cette manière, nous considérons les moyens de communication comme le résultat d'un processus historique qui territorialise et hiérarchise les espaces à l'échelle internationale.

Dans un premier temps, nous évoquons la constitution dans les années soixante en Amérique latine des moyens de communication comme objet de la recherche académique. Ceci vise non seulement à rendre compte de l'intervention des intellectuels et universitaires dans les débats sur les médias, mais aussi à déconstruire une perception de ces derniers associée au contexte de la Guerre froide, centrée sur la production de l'information et l'impérialisme des États-Unis. En réaction à un système médiatique outil de la diplomatie culturelle des puissances de la Guerre froide, et le plus souvent aux mains de gouvernements ou d'entreprises privées, les intellectuels latino-américains ont tenté d'aborder les médias, d'abord en construisant des connaissances, puis en critiquant, en proposant des alternatives, voire en participant à des projets qui cherchaient à déjouer le système internationalisé de production de l'information et à proposer d'autres contenus en rapport avec les problématiques locales, nationales ou régionales. Les débats sur les

médias et la volonté de proposer des alternatives et contrepoids à un système médiatique inégalitaire s'internationalisent rapidement, dans le cadre d'institutions comme l'UNESCO et dans les universités latino-américaines. Le développement d'études sur les moyens de communication en Amérique latine est visible à partir des années soixante. Grâce à la traduction d'auteurs tels que Max Horkheimer, Theodor Adorno ou Marshall McLuhan et à la production de travaux originaux, elles se consolident dans les décennies suivantes. La critique envers les médias s'articule autour de deux points principaux. D'une part, ils étaient vu comme associés à une culture de masse homogénéisée –objet de la société capitaliste industrielle– et produits par une poignée d'acteurs pour une majorité passive. D'où l'accent mis, dans ces analyses sur les médias, sur la production de l'information et non sur la réception. La discussion s'intéressait d'autre part à la question de l'inégalité de l'accès à l'information, en relation avec le débat privé/public et la question de la pénétration culturelle étrangère. Le principal enjeu résidait donc dans la nécessité de produire des moyens de communication dont la structure et les contenus répondent aux problématiques et besoins locaux. L'articulation entre médias, anti-impérialisme et volonté d'action trouve probablement sa majeure expression dans l'œuvre d'Armand Mattelart, produite essentiellement durant la présidence de Salvador Allende au Chili. En Uruguay, ce travail critique fut impulsé par certains secteurs intellectuels, en particulier autour de *Marcha*, et certains projets purent se concrétiser, comme par exemple des programmes de télévision universitaire.

Ceci nous amène maintenant à nous intéresser plus spécifiquement aux médias uruguayens, dans lesquels la présence nord-américaine est nettement visible, mais où apparaissent également des spécificités locales et régionales, résultats de processus de longue durée. Bien que notre objet d'étude soit la presse quotidienne, évoquer la radio, la télévision et le cinéma nous permet de penser l'ensemble des moyens de communication comme parties d'un même système de production d'information destinée à un large public. Face au déséquilibre bibliographique concernant les différents médias, nous avons recouru à des documents d'archives, en particulier ceux de la diplomatie française, puisque le travail de diffusion de la propagande française vers des élites considérées comme francophiles s'accompagnait d'études qui offraient un panorama de l'évolution des médias uruguayens. L'Uruguay se caractérise durant la période qui nous intéresse par une large couverture médiatique, l'une des plus importantes d'Amérique latine. La presse



quotidienne, en particulier de Montevideo, émergea au XIX<sup>e</sup> siècle comme tribune politique et unique moyen de diffusion d'information. Durant la première moitié du XX<sup>e</sup>, bien que le lien étroit entre presse et politique partisane fut maintenu, elle connut de profondes transformations: les journaux se convertirent en entreprises éditoriales recherchant la rentabilité économique, le journalisme s'est peu à peu professionnalisé, aboutissant à un certain gommage des clivages politiques entre les différents organes de presse. Ceux-ci restaient cependant le plus souvent porte-parole officiels de factions politiques. Ainsi, parmi les quotidiens étudiés dans cette première partie de notre recherche, quatre étaient associés à des factions du Partido Colorado (*El Día*, *La Mañana*, *Acción* et *Extra*), deux au Partido Nacional (*El País* et *El Debate*). Enfin, deux correspondaient à des tendances de gauche: *El Popular* pour le Parti communiste (PCU), et *BP Color* pour le Parti démocrate-chrétien (PDC). La radio connut, pour sa part, un important développement en Uruguay dans les années vingt et trente, avec une précoce et fructueuse intervention de l'État. Ce dernier élément explique les exigences élevées et les attentes déçues vis-à-vis du développement d'une télévision publique pendant les années soixante, laquelle entra en crise à la fin de la décennie. La presse et la radio étaient encore, à l'époque, des moyens de communication centraux, malgré la compétition de la télévision, l'inflation galopante –qui affecta aussi le cinéma– et la censure. Le tirage des différents quotidiens, par exemple, baissa régulièrement pendant les années soixante et soixante-dix, jusqu'à l'atrophie pendant la dictature, mais en 1968 il restait encore élevé en comparaison avec d'autres pays de la région.

Tant la nature partisane de la presse (et l'accent qu'elle met, par conséquent, sur les questions locales et nationales) que les difficultés économiques et les exigences de rentabilité, expliquent la dépendance des journaux vis-à-vis des agences de presse pour ce qui est de l'actualité internationale. Bien que les agences étasuniennes prédominent, on observe au cours des années soixante un processus de diversification des sources d'information. L'AFP (Agence France-Presse) offrait ses services à plusieurs quotidiens de Montevideo. Les contenus médiatiques français arrivaient également jusqu'aux radios uruguayennes (de la capitale et de l'intérieur) et surtout à la télévision. Les programmes de télévision étrangers étaient nombreux, mais n'étaient pas tous perçus de la même manière. Ainsi, les contenus français sont bien plus présents dans la programmation de la télévision publique, qui valorise une culture plus "haute", en accord avec sa fonction

culturelle et éducative. Dans les années qui nous intéressent, furent également organisés par le SODRE –organisme publique de radiodiffusion– et avec le soutien de l'ambassade de France plusieurs événements cinématographiques importants. En ce qui concerne le cinéma commercial, bien que les États-Unis dominant largement l'offre de films, la France apparaît comme le premier pays européen pourvoyeur de contenus cinématographiques.

L'examen de l'information provenant de l'étranger dans les médias uruguayens nous amène finalement à aborder le système international de production massive d'information, produit de la naissance des agences de presse au XIX<sup>e</sup> siècle et du contexte de la Guerre froide qui pousse les différents États à intervenir –directement ou non– dans la structure et les contenus des médias. Nous nous trouvons donc loin d'un monde géopolitiquement bipolaire et médiatiquement globalisé. Les États-Unis constituent évidemment le cas le plus évident et le plus étudié, mais d'autres pays comme la France employèrent également d'importants moyens pour exercer une influence sur les moyens de communication. Les agences de presse sont ici un acteur central. Organisées autour des réseaux de câbles télégraphiques, initialement constituées pour connecter les territoires des empires coloniaux et les principales places financières, elles restent dans les années soixante un outil central de la diplomatie culturelle des pays occidentaux qui dominent la production de l'information à échelle internationale. Cette origine des agences de presse, ainsi que la technologie du télégraphe, transformèrent la forme et la nature-même de l'information diffusée, avec la vitesse comme principal critère, au détriment de l'espace. Les premières agences européennes furent supplantées au XX<sup>e</sup> siècle par les étasuniennes AP et UPI qui promouvaient l'idéal de “libre circulation de l'information”. Cette idée, associée à celle d'indépendance politique de la production de l'information et à son “objectivité” proclamée, n'empêche pas les États d'intervenir. Différents pays créent d'ailleurs leur propre agence de presse (Cuba notamment), preuve des enjeux qui entourent la production et circulation de l'information dans le contexte de la Guerre froide. D'autres acteurs tentent également d'intervenir dans le système médiatique international, comme la coopérative de journalistes IPS, fondée en 1964.

Penser les médias en tant qu'objet de la diplomatie culturelle aide à saisir certains phénomènes essentiels pour comprendre la représentation de Mai 68 dans la presse uruguayenne. De plus, considérer les spécificités nationales des moyens de

communication, le rôle des agences de presse et l'intervention des intellectuels latino-américains, sont autant d'éléments qui reflètent une complexe géographie de la Guerre froide, loin de se limiter à la politique culturelle des États-Unis.

## *II. La construction de Mai 68 comme événement international et l'homogénéisation du récit des quotidiens de Montevideo*

Nous avons, dans le chapitre antérieur, développé notre analyse en tenant compte des caractéristiques locales des médias uruguayens, des débats académiques déployés à l'échelle régionale et du système internationalisé de la production massive d'information. Nous essaierons maintenant de réfléchir à l'articulation entre les réseaux transnationaux de circulation de l'information et le fonctionnement des journaux uruguayens –jusqu'à la matérialité même de leurs pages– à travers l'étude de la représentation de Mai 68 dans les dépêches d'agences de presse, qui fournissent des nouvelles de manière quotidienne et abondante, et de la mise en forme de l'information par les équipes de rédaction des journaux. Le principal enjeu est ici d'évaluer la répercussion du système international de production de l'information sur le traitement médiatique de l'événement dans les quotidiens uruguayens. Il ne s'agit pas seulement de rendre compte du récit de Mai 68 proposé dans la presse: nous prétendons proposer une réflexion sur la structure formelle de l'information et de la narration des dépêches d'agences. De même, nous cherchons à mettre en lumière les stratégies discursives et visuelles déployées par les journaux pour resignifier l'information, malgré leur dépendance vis-à-vis des agences de presse.

Avant d'analyser le contenu des articles publiés, nous tentons dans un premier temps d'évaluer et comprendre la médiatisation de l'événement, et ainsi d'expliquer comment et pourquoi Mai 68 s'est converti immédiatement en événement médiatique international. Ceci implique de prendre en compte des facteurs structurels et conjoncturels, les caractéristiques du système de production de l'information et les stratégies des journaux pour orienter la signification de l'information, tout en respectant certains critères professionnels de véracité et de neutralité. Nous employons pour ce faire une base de

données constituée par des articles et images relevés dans sept quotidiens uruguayens<sup>1</sup>. Le nombre d'articles consacrés à Mai 68 et leur répartition en mai et juin permet de mesurer l'importance médiatique accordée à l'événement et son évolution au cours de la période considérée. Ceci peut être mis en relation avec la tendance des agences de presse internationales à favoriser les nouvelles provenant des pays occidentaux. La position de la France sur la scène mondiale, son rôle dans la construction européenne, la présence du général de Gaulle parmi les grands dirigeants du moment (et ses positions polémiques en termes de politique internationale), la puissance du Parti communiste français (PCF) et la possession de l'arme nucléaire, sont autant de facteurs qui expliquent l'attention médiatique vis-à-vis du mouvement social qui menaça, pendant quelques jours, l'équilibre du pays et de la région. Nous pouvons ajouter à cela un facteur conjoncturel. En effet, le 13 mai s'ouvraient à Paris les négociations de paix pour le Vietnam. Se trouvaient donc dans la capitale française, au moment-même où les étudiants entamaient leur contestation et occupaient la Sorbonne, de nombreux journalistes étrangers, qui couvrirent immédiatement ces événements qui n'étaient pourtant pas leur objectif initial.

Cependant, bien que les quotidiens uruguayens soient dépendants des agences de presse, ceux-ci manifestent leur ligne éditoriale à divers niveaux: choix des agences de presse qui répond souvent à une posture idéologique, sélection des informations à publier, accompagnées ou non d'images, placées ou non en première page. L'abondance d'articles publiés sur Mai 68 est donc également le résultat d'un choix des équipes de rédaction des journaux. L'étude de l'évolution de la quantité d'articles publiés montre que les derniers jours de mai sont ceux qui ont le plus concentré l'attention médiatique, suivis des journées de mi-juin (mort de Gilles Tautin, évacuation de la Sorbonne et de l'Odéon) et des derniers jours de ce même mois, qui correspondent aux élections législatives et marquent officiellement la fin du mouvement de contestation, le retour à la vie démocratique, avec un éclatant succès gaulliste. La comparaison entre les différents journaux montre qu'ils coïncident le plus souvent dans l'attention médiatique portée sur certains épisodes. On peut observer des divergences mineures. *El Día*, par exemple, publie plus d'articles sur les conséquences économiques du mouvement social. Finalement, grâce à l'analyse détaillée d'une même dépêche d'agence reprise par plusieurs journaux, nous avons pu

---

<sup>1</sup> Nous avons relevé les articles publiés en mai et juin dans *El Día*, *La Mañana*, *Acción*, *El Debate*, *Extra*, *El Popular* y *BP Color*. Nous avons ainsi rassemblé 399 références d'articles et 133 images.

observer des modalités de transformation du contenu même de l'information, sans changer substantiellement sa signification: élimination de phrases brèves, changement de certains mots, réorganisation des paragraphes. Les quotidiens jouent également, pour resignifier l'information, avec les images et leur description, les niveaux de titres et sous-titres. Bien que les marges de manœuvre soient limitées, les journaux recourent donc à différentes stratégies pour orienter et hiérarchiser l'information reçue des agences de presse.

Dans un deuxième temps, nous examinons les caractéristiques narratives des articles publiés, en nous demandant comment la structure des dépêches d'agence influe sur le récit des événements proposé. Grâce notamment à l'analyse détaillée des articles publiés les 24 et 25 mai –moment d'apogée de la crise politique et sociale française– nous pouvons observer la structure narrative, la temporalité des dépêches d'agence et le processus d'homogénéisation du récit des événements. En plus de l'abondance d'informations, visible par la quantité d'articles publiés, nous avons pu mettre en évidence d'autres particularités telles que la fragmentation du récit, la redondance, le présentisme et la tendance à l'universalisme.

Nous déplaçons finalement le regard de la structure narrative vers l'examen de la représentation de Mai 68 dans la presse quotidienne uruguayenne, c'est-à-dire du récit même de l'événement, cette fois en nous fondant sur une analyse qualitative de l'information relevée. Nous nous concentrons sur certains aspects en particulier: acteurs et voix légitimes de la construction médiatique de l'événement, représentation de la violence et de la répression. Nous revenons alors à l'échelle nationale, en considérant la relation entre le récit de Mai 68 proposé par la presse quotidienne et le contexte uruguayen, spécialement sa révolte étudiante. De cette manière, nous pouvons discerner une possible identification entre les deux mouvements en mai puis une distanciation en juin, résultat de l'évolution de la conjoncture locale et du récit de la révolte en France qui marginalise les aspects les plus violents, favorisant l'image d'un retour à la scène politique, à une solution électorale et à l'ordre démocratique. Ces dernières observations nous permettent d'avancer dans notre analyse et de nous intéresser, dans le chapitre suivant, aux éditoriaux et articles d'opinion, c'est-à-dire à la représentation de Mai 68 produite directement par la presse uruguayenne, sans l'intermédiaire des agences de presse.

### *III. Resignifier et réinterpréter l'information: les éditoriaux et articles d'opinion de la presse quotidienne*

L'étude des éditoriaux et articles d'opinion –22 au total en mai et juin dans les journaux qui constituent notre corpus– met en évidence certaines réappropriations et resignifications du récit de Mai 68 en fonction des réalités locales. Cela implique de considérer les journaux de Montevideo et les lecteurs non comme des récepteurs passifs de l'information, mais comme des acteurs à part entière de la construction de la représentation de l'événement. Notre objectif principal est ici de déterminer les différentes interprétations de la crise française, leur relation avec le contexte uruguayen, et ainsi d'observer les termes de l'identification entre la situation des deux pays, ce qui contribue à la conformation des mouvements étudiants de 1968 comme expérience transnationale.

Comme premier objet d'analyse, nous nous intéresserons à la jeunesse comme catégorie sujette à discussion, dans la presse mais aussi parmi les intellectuels et universitaires uruguayens. Dans les documents relevés, on peut détecter l'inconfort des éditorialistes qui tentent de comprendre le mouvement étudiant local dans le contexte international de la contestation, incompréhensible pour beaucoup d'observateurs. Malgré la nette différence de contexte entre la France et l'Uruguay, apparaissent de nombreuses comparaisons et tentatives d'identification. Bien que la révolte des étudiants uruguayens soit le plus souvent considérée en relation avec le contexte économique et géopolitique mondial, les articles de notre corpus ne désignent pas leurs pairs français comme influence directe. Par contre, un lien est souvent établi. Dans certains cas, Mai 68 n'est mentionné que comme une partie d'un mouvement international. Dans d'autres, la comparaison va plus loin et elle suppose l'existence de problématiques et de revendications communes, telles que le refus du système éducatif. Cependant, plusieurs articles soulignent la différence de contexte comme limite à l'identification entre les deux pays. Dans tous les cas, l'articulation entre le local, le régional et l'international est des plus fréquentes.

En ce qui concerne plus spécifiquement les arguments déployés pour expliquer le mécontentement généralisé de la jeunesse, nous avons pu en distinguer deux types. D'une

part, on trouve une explication générationnelle, fondée sur la question des valeurs. La déliquescence de la morale –religieuse en particulier– et l'insertion des jeunes dans un monde corrompu par les adultes sont vues comme responsables du déchaînement d'une violence "sans cause". Sont accusés, tour à tour, les moyens de communication, la vente d'alcool, la pornographie, la perte de l'autorité paternelle. De la part des journaux d'opposition, ces arguments servent une critique plus générale du gouvernement au pouvoir. Cependant, il faut signaler que ce "conflit générationnel" est toujours diagnostiqué comme conséquence de facteurs externes: la jeunesse est, elle, toujours intrinsèquement bonne, moteur du progrès, défendant des idéaux justes. D'autre part, certains auteurs avancent une explication d'ordre structurel, centrée sur des facteurs économiques et technologiques qui affecteraient les objectifs de l'Université et le marché du travail. Les journaux proches du parti au pouvoir dénoncent des phénomènes extérieurs à l'Uruguay, alors que ceux de l'opposition y voient un problème local en lien avec la politique nationale.

Le second élément, qui apparaît de manière réitérée dans les éditoriaux et les articles d'opinion qui abordent Mai 68, consiste en diverses représentations de la France et plus particulièrement de la culture politique française. Certains textes, publiés surtout en mai, quand étudiants et travailleurs semblent sur le point de faire chuter le pouvoir gaulliste, se réfèrent à la tradition révolutionnaire française, au peuple en arme. Il n'est cependant pas fait allusion à cette représentation dans les journaux associés au Partido Nacional, traditionnellement critique vis-à-vis de l'héritage de la Révolution française et du jacobinisme. Les références à la tradition révolutionnaire française, quand elles évoquent un épisode historique spécifique, tendent à associer la contestation étudiante aux révolutions du XIX<sup>e</sup> siècle, à la Commune de Paris en particulier, avec la barricade comme fil rouge qui tisse une filiation imaginaire entre les différents épisodes de révolte.

Cependant, alors qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, le révolutionnaire était lié –du moins dans l'imaginaire collectif– au peuple héroïque défendant sa liberté contre un pouvoir oppresseur, le contexte de la Guerre froide a ouvert la voie à un rapprochement entre légalité démocratique, expression de la majorité et liberté, reléguant le révolutionnaire au domaine de la dictature et de l'extrémisme. Cette idée apparaît surtout dans les éditoriaux publiés vers la fin du mois de juin, lorsque la situation française ressemble le plus à un duel entre gaullistes et communistes. La victoire du peuple français –et de De Gaulle,

surprenant tous les observateurs– est donc celle des urnes, de la majorité silencieuse qui refuse l'anarchie et vote massivement en faveur du retour à l'ordre démocratique. Le récit d'une victoire gaulliste contre le communisme par le vote et sans violence, dans le contexte international de l'époque, revêt une valeur édifiante et une fonction de leçon, symbole de la victoire de la démocratie contre la dictature, incarnée par l'Union Soviétique.

En ce qui concerne le mouvement étudiant, la relation entre l'Uruguay et la France – ou entre le local et le global– a donc été formulée en termes d'identification et d'insertion possibles du cas uruguayen dans des phénomènes plus larges. Dans le cas de De Gaulle, de la tradition politique révolutionnaire française ou de la victoire des urnes, il s'agit plutôt d'un exemple qui, depuis la France, rayonne hors de ses frontières et acquiert la force d'une leçon d'histoire. De plus, nous voyons ici confirmée l'hypothèse d'un changement entre mai et juin pour ce qui est des modalités de l'identification entre la France et l'Uruguay. En mai, la réflexion sur la jeunesse et l'expression de son mécontentement amène les journalistes et éditorialistes uruguayens à recourir à la comparaison, à des explications structurelles et globales pour tenter d'expliquer un phénomène international difficilement compréhensible. En juin, comme pour les dépêches d'agence de presse, les aspects violents de Mai 68 n'apparaissent pas, à la faveur d'un récit centré sur la scène politique et la résolution de la crise par des moyens démocratiques. Le parallélisme se déplace donc de la jeunesse vers les partis et la politique du gouvernement, l'attitude de De Gaulle servant à plusieurs reprises de point de comparaison aux décisions de Jorge Pacheco Areco, le président uruguayen.



## Deuxième partie

### Les dilemmes de l'information et la contre-information:

#### *Marcha* et ses *Cuadernos* (1968-1971)

##### I. *Marcha*: un espace transnational d'information, critique et réflexion

Après la médiatisation immédiate, abondante et brève de la presse quotidienne, nous nous intéressons à la temporalité de l'hebdomadaire *Marcha*, qui se situe entre l'information et l'analyse de l'événement. Ses principaux collaborateurs, et en particulier son fondateur et directeur, Carlos Quijano, sont à l'origine liés au secteur progressiste du Partido Blanco, et de plus en plus orientés à gauche au long des années soixante, comme réaction à l'autoritarisme du gouvernement et à la croissante exigence d'engagement politique qui animait les sphères intellectuelles et artistiques<sup>2</sup>. Tant pour ses analyses politiques sur la réalité nationale, régionale et internationale que pour sa position centrale dans le champ culturel uruguayen, *Marcha* est une source précieuse pour l'étude du passé récent de ce pays. Cependant, la revue a été le plus souvent abordée depuis l'histoire des idées. Nous prétendons ici enrichir les connaissances déjà solides sur *Marcha*, en la considérant comme un objet transnational qui intègre d'amples réseaux de personnes et de revues. Ces circulations –en plus des correspondances, envois de matériel et voyages– sont elles-mêmes conditionnées par la structure du système de courrier et des centres universitaires, lieux de production du savoir scientifique et de l'affirmation de la légitimité des intellectuels. Ainsi, nous pouvons étudier *Marcha* comme un espace où coexistent ces caractéristiques structurelles et différentes options idéologiques, professionnelles et éditoriales, en premier lieu celles de Carlos Quijano. Avant d'analyser les représentations de Mai 68 dans *Marcha*, nous cherchons donc, dans un premier temps, à examiner les réseaux de circulation de l'information desquels faisait partie la revue.

Nous restituons tout d'abord la position idéologique de *Marcha*, entre latino-américanisme et francophilie, ce dernier aspect ayant été beaucoup moins souligné par les historiens. L'influence de la culture française était notoire chez Carlos Quijano, étudiant à la Sorbonne dans les années vingt. Paris était d'ailleurs dans ces années-là un

---

<sup>2</sup> Beaucoup d'entre eux s'unirent au Frente Amplio, coalition de gauche créée en 1971.

important point de rencontre pour les étudiants et élites latino-américaines, favorisant la consolidation d'une identité continentale et la diffusion des idéaux affirmés par la Réforme de Córdoba, lesquels avaient été promu à Montevideo, avant même 1918, par Quijano et d'autres étudiants. La culture française était présente dans *Marcha*, en particulier dans sa section littéraire. Bien que les auteurs et artistes latino-américains occupèrent une place de plus en plus importante, *Marcha* continua à rendre compte des nouveautés intellectuelles françaises, telles que les promoteurs de la nouvelle critique (Georges Bataille ou Michel Leiris, par exemple). Une autre manifestation de sa francophilie fut son soutien sans faille à de Gaulle, même après le déclin de sa popularité et son éloignement du pouvoir en 1969. Cette posture gaulliste est en apparence contradictoire avec le latino-américanisme et l'anti-impérialisme de plus en plus affirmé de *Marcha*. Ceci peut cependant s'expliquer par la présence d'une nouvelle génération de collaborateurs, plus radicale que les membres fondateurs de la revue, et par la politique extérieure du président français vis-à-vis des États-Unis et des pays du Tiers-Monde, en accord avec le *tercerismo* traditionnellement défendu par *Marcha*.

Le latino-américanisme de plus en plus affirmé de *Marcha*, renforcé par l'avènement de la Révolution cubaine, et l'évolution du contexte national et mondial est le cadre dans lequel il faut resituer les différents projets développés à la fin des années soixante autour de la revue –tant éditoriaux que cinématographiques– en lien avec l'ambition de devenir un outil de formation et “conscientisation” des lecteurs, à travers l'analyse de la réalité nationale et régionale incarnée dans la préoccupation de *Marcha* pour la question de la “viabilité de l'Uruguay”. Dans cette perspective, sont créés en 1967 les *Cuadernos de Marcha*, mensuel ayant comme objectif principal l'approfondissement de thématiques abordées dans l'hebdomadaire. Cette vocation éditoriale déboucha deux ans plus tard sur la création de la Biblioteca de Marcha, consacrée à la publication d'œuvres complètes, essentiellement d'auteurs nationaux et de la région. En plus de l'information écrite, l'équipe de *Marcha* s'est engagé dans le développement de projets cinématographiques, en premier lieu le *Festival de Cine de Marcha*. À la période qui nous intéresse, celui-ci avait déjà plusieurs années d'existence. Cependant, il connut une nette évolution à partir de sa dixième édition, en 1967, reflet des inquiétudes politiques et culturelles de *Marcha* et des exigences croissantes d'engagement politique. Il commença à donner priorité au cinéma militant latino-américain et tiers-mondiste, avec la projection d'œuvres de

cinéastes tels que Joris Ivens ou Fernando Solanas, mais également avec la diffusion de productions cinématographiques qui témoignent de l'appropriation de ce moyen d'expression par des groupes militants. À ce changement d'orientation du Festival entamé en 1967 correspond une rapide hausse de l'audience, visible à travers la multiplication des séances à Montevideo et la réalisation de longues tournées dans les villes et villages de l'intérieur du pays, en général avec une bonne réception. On peut voir comme la continuation de ce projet cinématographique la création d'un Cineclub de *Marcha*, puis de la Cinemateca del Tercer Mundo, avec sa propre revue, où l'on retrouve de nombreuses personnalités du cinéma militant uruguayen, qui connaît ces années-là un processus de professionnalisation.

*Marcha*, conçu comme projet de contre-information qui vise à l'analyse de la réalité nationale et des problématiques internationales, s'insère dans un dense réseau de circulation de personnes et de publications, qui reflète la grande diversité de ses sources d'information et constitue la condition matérielle de l'articulation entre local et international dans les contenus proposés par l'hebdomadaire et ses projets alternatifs. De ce point de vue, la principale caractéristique de *Marcha* est probablement son copieux réseau de correspondants. La liste officielle apparaît pour la première fois dans l'édition du 2 décembre 1966, montrant une volonté d'institutionnaliser les contacts mis en place au fil des années. Si l'on suit l'évolution de la liste des correspondants publiée dans chaque numéro, on constate que de vingt-deux, ils étaient déjà une trentaine en 1968. Ce réseau compte beaucoup d'Uruguayens résidant de manière plus ou moins permanente dans d'autres pays, ainsi que des journalistes étrangers, et il paraît se fonder essentiellement sur des relations d'amitié, ou du moins de confiance. Les correspondants, en plus de collaborer aux contenus du journal, établissent des contacts et envoient d'autres revues et matériels. On trouve également dans *Marcha* de nombreuses traductions de journaux étrangers, obtenus pour certains grâce à des abonnements personnels de Carlos Quijano. Tel était le cas pour *Le Monde*, *Le Nouvel Observateur* et *L'Express*, abondamment reproduits dans la publication uruguayenne. Documentation et information étaient en outre sollicitées auprès d'organisations et partis politiques, comme le PCF et le PSU (Parti Socialiste Unifié) en 1967. Une étude des numéros de *Marcha* publiés entre 1967 et 1969 nous a permis de trouver pas moins de 112 articles traduits de la presse française, pour 143 numéros: ce chiffre suffit à illustrer la place privilégiée de la presse française dans la

revue. Finalement, *Marcha* recourrait aux agences de presse, bien que plus ponctuellement que dans le cas de la presse quotidienne. La présence d'IPS et de Prensa Latina, l'agence cubaine, correspond sans aucun doute à un choix idéologique. Cependant, s'ajoute également l'AFP au début de l'année 1968, coïncidant avec l'apparition de la section "Telemundo", faite de notes brèves et sans signature, ce qui laisse imaginer que les dépêches de l'AFP servaient de base pour la rédaction de ces articles d'actualité internationale.

La transnationalité de *Marcha* se manifeste aussi dans sa distribution internationale. Son ampleur peut être mesurée grâce au courrier des lecteurs et à la correspondance personnelle de Carlos Quijano. En plus d'être distribuée régulièrement dans plusieurs librairies parisiennes –chez Maspero notamment– et à Genève, on trouve témoignage de sa réception à jusqu'à Bonn ou Pékin. Plusieurs institutions académiques européennes et américaines sollicitèrent également un abonnement ou l'obtention de la collection complète de *Marcha*. Malgré le latino-américanisme de la revue, la structure des réseaux de distribution du courrier rendait plus facile sa distribution en Europe qu'en Amérique latine. Certains pays comme la France –avec les communautés étrangères comme protagonistes centraux– occupaient donc un rôle central dans la circulation de l'information et la diffusion des idées anti-impérialistes et latino-américanistes.

## *II. Mai 68 et Marcha: le défi d'informer et d'analyser dans une conjoncture exceptionnelle*

Après avoir présenté *Marcha* comme projet et espace qui articule le local et l'international –tant du point de vue de ses contenus que de ses réseaux de circulation de l'information– nous abordons ensuite plus spécifiquement la représentation de Mai 68 dans l'hebdomadaire et les *Cuadernos*, dont le numéro de juillet 1968 est consacré à la contestation étudiante, en France en particulier. Ceci nous permet de confirmer l'impact des éléments définis dans le chapitre antérieur et, plus généralement, certaines hypothèses qui sous-tendent notre recherche: conditionnement de l'information par la structure des réseaux de circulation transnationale, ambivalence de l'identification entre l'Uruguay et la France, inconfort de la position de *Marcha* entre latino-américanisme et gaullisme,

ambition de s'ériger en projet de contre-information (et ses limites). La médiatisation de l'événement s'étend ici principalement jusqu'en août 1968, à laquelle il convient d'ajouter quelques résurgences postérieures, qui confèrent une plus grande densité temporelle à la représentation de Mai 68.

Avant d'analyser plus avant le récit des événements construit dans *Marcha*, nous nous arrêtons dans un premier temps sur la provenance de l'information publiée. On y retrouve les différentes sources présentées dans le chapitre antérieur, bien que l'incidence conjoncturelle de la grève générale en France et de l'arrêt de nombreux services (parmi lesquels la distribution du courrier) soient visibles. Cette situation exceptionnelle obligea l'équipe de *Marcha* à mettre en place d'autres stratégies pour fournir des informations sur les événements, révélant par la même occasion des tensions internes à l'équipe de rédacteurs et collaborateurs. *Marcha* avait en 1968 deux correspondants permanents à Paris: Sophie Magariños et Luis Campodónico. La première, personnalité peu connue qui lançait régulièrement des polémiques via la section du courrier des lecteurs de *Marcha*, s'occupait avant tout de la distribution de la revue dans la capitale française, tâche dont elle s'acquittait avec beaucoup de détermination grâce à sa connaissance du lectorat et des lieux de vente. Elle envoyait également de la documentation (livres, extraits de journaux...). En juillet 1968, elle se référait à un envoi par bateau pour Quijano, et un autre par l'intermédiaire de Walter Achugar, cinéaste uruguayen présent à Paris depuis avril, dont le rôle fut central dans la nouvelle orientation du *Festival de Cine*. Se trouvait également dans la capitale française sa femme, la danseuse et chorégraphe Teresa Trujillo, qui fut active lors de Mai 68, en particulier à l'occasion de l'occupation de la Maison de l'Argentine de la Cité Universitaire. Ce lieu, *a priori* marginal, revêt ici une importance particulière, puisqu'y participa également l'écrivain argentin Julio Cortázar, qui écrivit pour *Marcha*, à la demande de Sophie Magariños, un article qui fait l'éloge des étudiants de la Maison de l'Argentine. Cortázar eut d'ailleurs une attitude volontariste dans la diffusion d'information sur la contestation étudiante, vers l'Uruguay et l'Argentine, ce qui permet de souligner l'importance de l'occupation de la Cité Universitaire dans la circulation de l'information vers le Río de la Plata. Luis Campodónico, pour sa part, ne paraît pas s'être engagé en faveur du mouvement étudiant, bien que soit publié un article de son autorité dans *Marcha*. Musicien et compositeur uruguayen vivant à Paris, il était

également journaliste à l'AFP. C'est d'ailleurs par son intermédiaire qu'un accord fut conclu entre l'agence de presse et *Marcha*.

La faible présence des correspondants dans la couverture médiatique de Mai 68, surprenante en apparence, voire paradoxale, peut s'expliquer en partie par l'arrêt de la distribution du courrier en France, comme l'explique Magariños dans une lettre à Quijano. De même, l'impossibilité de recevoir les journaux français auxquels il était abonné est confirmée par l'absence d'articles traduits entre mi-mai et fin juin, les dépêches d'agences de presse constituant pendant plusieurs semaines la seule source d'information<sup>3</sup>. Cependant, les lettres de la correspondante mettent à jour d'autres éléments de compréhension, qui ont trait aux critères professionnels revendiqués par *Marcha* et à l'ambiguïté de sa position par rapport aux étudiants français et à De Gaulle. Magariños critique par exemple le fait d'avoir seulement rendu compte des “réactions officielles”, minimisant la force du mouvement, et elle dénonce sans ambages la connexion entre Campodónico et la AFP.

La publication du numéro de *Cuadernos* consacré à la contestation étudiante fut peut-être en partie une réponse aux lacunes du traitement médiatique de Mai 68 dans *Marcha* –permise par la reprise du travail à La Poste PTT– ainsi qu'une manière d'utiliser la documentation reçue avec retard, en particulier la presse française. Malgré les obstacles et les tensions internes, on constate donc une volonté de multiplier les sources d'information, de tenter d'analyser les événements, de croiser les voix et les regards. Nous retrouvons également ici, selon d'autres modalités, la question de la comparaison et de la possible identification entre la France et l'Uruguay. L'examen des éditoriaux rédigés par Quijano, de certains articles sur le mouvement étudiant en Uruguay et de diverses réactions de lecteurs rend possible l'observation de la réception de Mai 68, sans l'intermédiaire des agences de presse ou des journaux français. La volonté de *Marcha* de s'ériger en espace de dialogue met en évidence certains débats qui animaient la politique uruguayenne, opposant en particulier les communistes et les autres secteurs de la gauche. Une première période, qui correspond essentiellement au mois de mai, peut être identifiée

---

<sup>3</sup> Entre le 10 mai et le 5 juillet 1968, nous avons relevé dans *Marcha* six traductions d'articles de presse française, sept notes de “Telemundo” et deux collaborations depuis Paris. Le numéro des *Cuadernos* est quant à lui essentiellement composé de traductions, en plus d'une collaboration spéciale de l'écrivain mexicain Carlos Fuentes.

comme le moment d'identification entre les étudiants français et uruguayens. Quijano considère dans un éditorial la rébellion de la jeunesse comme un phénomène mondial. Se fondant en particulier sur les thèses d'Herbert Marcuse, il propose des explications globalisantes, malgré les différences de contexte. Ce texte provoqua plusieurs réactions de lecteurs et cristallisa les discussions sur les “voies de la révolution”. On observe également à travers ces différents textes la construction de filiations historiques: Commune de Paris, mouvement étudiant de 1917 à Montevideo (duquel Quijano fut protagoniste), Réforme de Córdoba, Ley Orgánica de 1958. Mai 68 apparaît donc comme un point de référence qui facilite la comparaison et sous-tend les arguments de chacun. Nous pouvons faire le même constat dans un article sur le mouvement lycéen dans la capitale uruguayenne, dans lequel le journaliste cherche à plusieurs reprises à établir un parallèle avec la situation française, et se voit réfuté par des étudiants interviewés. Cet article éveilla lui aussi plusieurs réactions de lecteurs, orientant le débat sur le rôle du PCF dans le mouvement, et plus généralement sur le rôle du communisme dans la révolution. Les documents ici analysés révèlent donc les termes de la comparaison entre les deux pays, la fonction de Mai 68 comme point de référence ambivalent, et la perception des mouvements étudiants comme expérience transnationale, faite de circulations, identifications et rejets.

Cependant, à partir de la fin du mois de mai, le regard qu'offre *Marcha* sur Mai 68 change. Bien que le lien avec les événements locaux soit maintenu, l'idée de comparaison ou d'identification entre les étudiants uruguayens et français est abandonnée, et même explicitement rejetée. D'autre part, il est frappant de constater que les éditoriaux ou articles qui avaient initialement provoqué de vives réactions de la part des lecteurs ne font plus l'objet de commentaires critiques, ce qui révèle peut-être un certain refroidissement des débats au sujet du Mai français, de son influence supposée et des attentes qu'il a suscitées quant à un éventuel succès révolutionnaire. Comme pour la presse quotidienne, le déclin de la contestation en France et l'organisation des élections à la fin du mois de juin ne sont probablement pas étrangers à ce changement. De même, les aspects violents et répressifs de Mai 68 sont marginalisés, au profit du récit d'un retour à l'ordre démocratique, œuvre de De Gaulle. D'ailleurs, si la comparaison réapparaît dans les pages de *Marcha*, c'est cette fois-ci pour faire l'éloge de la politique conciliatrice du président français, opposée à la violence répressive du gouvernement uruguayen.

En ce qui concerne les textes qui proviennent d'autres sources d'information et consacrés spécifiquement au mouvement social français, on observe en mai une certaine diversité puisque coexistent les notes brèves de "Telemundo", les articles traduits de la presse française, un texte de Campodónico et un autre de Lucien Mercier, français résidant en Uruguay et collaborateur occasionnel de *Marcha*. Cependant, ceci ne doit pas occulter les difficultés à fournir des informations actualisées. En effet, le texte du correspondant à Paris décrit seulement les premières journées des manifestations étudiantes et les articles traduits –la référence exacte n'est pas indiquée– proviennent en grande partie du *Nouvel Observateur* du 8 mai. Sans que cela paraisse évident, ces textes sont donc partiellement anachroniques par rapport au développement rapide de la crise française. Ces documents abordent essentiellement le mouvement étudiant à ses débuts, alors que dans "Telemundo", avec les dépêches d'agences comme matière première, c'est surtout la politique nationale qui est commentée. En juin, l'attention passe des étudiants à de Gaulle, dans le contexte de l'annonce des élections législatives et de la campagne électorale. De plus, pendant plusieurs semaines, les agences de presse constituent la seule source d'information de *Marcha*, renforçant l'intérêt médiatique pour les partis politiques et les réactions officielles. Les notes de "Telemundo", le choix des articles traduits, qui réapparaissent fin juin, et les éditoriaux de Quijano montrent clairement que la réflexion sur le processus politique français reflète les préoccupations –pressantes dans le contexte uruguayen de ces semaines– liées aux possibilités de dialogue et à la répression, à la légitimité de l'usage de la violence par les manifestants ou à la pertinence des réponses partisans et électorales dans un contexte de crise sociale.

Si l'on considère, finalement, les derniers articles traduits dans *Marcha* et dans le numéro de *Cuadernos*, nous constatons que, conformément à l'idée de *Marcha* comme espace de dialogue, les voix sont multiples: journalistes, universitaires, politiciens et étudiants. De même, diverses tendances de gauche s'expriment, mais aussi des tendances plus conservatrices. Au-delà de ces divergences, tous les auteurs publiés et toutes les personnalités interviewées appartiennent à la sphère intellectuelle, qu'ils soient issus du journalisme, des partis politiques ou de l'université. On peut signaler ici l'importance accordée à Marcuse, objet de débat au sein des gauches uruguayennes. Les arguments sont généralement critiques, nuancés et éloignés des positions partisans. De cette observation découlent plusieurs caractéristiques de la représentation des événements



proposée par *Marcha*. D'une part, le mouvement étudiant est perçu essentiellement à travers la voix des dirigeants étudiants, en premier lieu Daniel Cohn-Bendit, à travers plusieurs interviews, dont une réalisée par Sartre. D'autre part, on note un intérêt pour l'analyse de l'attitude du PCF, en générale critique mais réfléchie et mesurée. Le traitement médiatique qui donne priorité à la voix des intellectuels se déploie donc au détriment des travailleurs, largement invisibilisés. À cet égard, nous pouvons relever plusieurs absences ou omissions: presque aucune mention n'est faite des occupations d'usines, des pratiques autogestionnaires ou de la répression qui a eu lieu hors de Paris, entraînant la mort d'un étudiant et de deux travailleurs. À cette volonté d'analyse qui prédomine largement, il convient d'ajouter la présence d'une représentation plus positive et vécue de l'intérieur, une "poétique de mai", visible chez Cortázar ou Trujillo, mais également dans un long texte de l'écrivain mexicain Carlos Fuentes, publié dans les *Cuadernos* et au long de quatre éditions de *Marcha* en août 1968. Ce récit de Mai 68, relativement marginal dans la revue uruguayenne, apparaît avec plus de force dans les documents étudiés dans la dernière partie de notre recherche.

**Troisième partie:**  
**Mai 68 dans la constellation des *ismes*:**  
**Revues, compilations et livres (1968-1974)**

*I. Revues, livres et compilations en Uruguay et en Amérique latine: cartographie d'un objet d'étude*

La dernière temporalité abordée s'étend d'août 1968 à 1974, année de la publication du dernier document de notre corpus. Nous avons relevé au long de cette période plusieurs revues politiques et littéraires, compilations et livres consacrés à Mai 68. Les réseaux de circulation de l'information diffèrent de ceux que nous avons décrit dans le cas de la presse quotidienne et de *Marcha*, de même que les objectifs poursuivis et le récit produit. Il ne s'agit plus ici seulement d'informer, mais de comprendre l'événement, le décanter, le rationaliser, afin de penser le présent et le futur de la révolution, ses potentialités, ses stratégies et ses acteurs. En conséquence, la représentation de Mai 68 évolue, se fait plurielle et souvent partielle, en même temps que s'efface l'intermédiaire des agences de presse, des journalistes et des observateurs: apparaissent alors de nouvelles voix qui viennent s'ajouter à celles analysées antérieurement, depuis les témoignages militants jusqu'aux fameux "slogans de Mai". Nous présentons dans ce chapitre quelques problématiques liées à la documentation considérée et à l'objet d'étude, ainsi qu'un panorama du champ culturel –pour reprendre l'expression de Pierre Bourdieu– uruguayen et international, résultat de phénomènes de longue durée et du contexte de la Guerre froide. Ces éléments préliminaires constituent le contexte et le cadre conceptuel nécessaires afin d'étudier, dans les chapitres suivants, les narrations de Mai 68 produites dans les sphères communistes, marxistes, anarchistes et artistiques.

Les circulations d'informations que nous prétendons analyser dans cette dernière partie nous confronte à la difficulté d'englober une série d'objets et de problématiques qui sont habituellement étudiés séparément. Bien que l'on puisse questionner la pertinence de considérer ces éléments disparates comme un seul et même objet, nous voulons tenter de dépasser cette fragmentation et mettre en lumière les tensions et les points de rencontre qui permettent de dessiner les limites et les lignes de force d'un champ où revues et livres, "ancienne" et "nouvelle" gauche coexistent, s'articulent et dialoguent. La perception

fragmentée de notre objet d'étude tient peut-être en premier lieu à la multiplicité des approches historiographiques, à laquelle il faut ajouter, dans notre cas, les différences entre les champs académiques français et latino-américain. En effet, pour la France, les recherches se sont d'avantage centrées sur le livre et la lecture, alors que les revues ont été surtout étudiées pour l'Amérique latine, comme vecteurs de diffusion des idées et des auteurs, en particulier ceux du *boom* latino-américain dans les années soixante.

Nous avons repris ici le concept bourdieusien de champ, comme manière d'unifier notre objet de recherche en mettant l'emphase sur les interactions entre les différents acteurs, faites de dialogues, de points de rencontre et de tensions. De cette façon, par exemple, communistes et marxistes hétérodoxes ne paraissent pas opposés, mais comme des protagonistes proposant des alternatives à un même objectif –la révolution– et se positionnant par là-même les uns par rapport aux autres. Les revues et livres sont donc des outils pour construire des représentations, des discours, et ainsi prendre place dans le champ de la culture et des secteurs politiques de gauche, étroitement associés à la figure de “l'intellectuel engagé”. Cette approche nous permet donc d'inclure un matériel hétérogène et, à l'échelle internationale, de nouveaux espaces de circulation de l'information, tels que La Havane ou Buenos Aires. Les acteurs et les supports, en particulier, se diversifient. De plus, contrairement à la presse quotidienne et à *Marcha*, dans le cas des revues et des livres, bien qu'il existe une production nationale, les lecteurs uruguayens –principalement dans la capitale– avaient accès à une grande diversité de livres publiés ailleurs. Cela nous a incités à intégrer également dans notre corpus des documents produits dans d'autres pays et diffusés auprès du public uruguayen. De nombreux documents traitant du mai français, souvent sous forme de traductions, sont effectivement parvenus au public uruguayen par le biais d'éditeurs étrangers, argentins en particulier. En ce sens, nous avons constitué notre corpus documentaire selon trois critères: documents édités en Uruguay; documents annoncés dans la presse uruguayenne, preuve de leur diffusion dans le pays; documents publiés par des maisons d'édition distribuées à Montevideo pendant la période considérée<sup>4</sup>.

---

<sup>4</sup> Notre corpus est composé de 21 documents, dont sept compilations, neuf livres, trois revues et deux fascicules. 1969 est l'année qui connut la plus intense activité éditoriale.

Ceci nous amène donc, dans un second temps, à considérer le champ culturel et éditorial uruguayen, dont la conformation dans les années soixante est le produit de la promotion des auteurs nationaux, d'un latino-américanisme de plus en plus affirmé, des coordonnées de la Guerre froide culturelle et des réseaux éditoriaux transnationaux. Dans les années quarante, un certain nombre de revues littéraires de qualité étaient déjà publiées, mais les grands projets éditoriaux apparurent dans un deuxième temps, comme une manière de promouvoir la littérature du pays et de la région, et de répondre à la demande d'un lectorat de plus en plus vaste, conséquence d'un contexte économique favorable durant la première moitié de la décennie et d'une hausse constante du nombre d'étudiants. Nous pouvons mentionner en particulier Alfa et Arca, maisons d'édition créées respectivement en 1959 et 1962. Le fondateur de la première, Benito Milla, était un anarchiste exilé de la Guerre d'Espagne, libraire converti en figure centrale du monde éditorial uruguayen, créateur de plusieurs revues littéraires et de la Feria de Libros y Grabados, important événement culturel de la capitale. Il fut également protagoniste de la politique latino-américaine du Congrès pour la Liberté de la Culture (CLC). Montevideo fut dans ces années-là un lieu stratégique de la diplomatie culturelle des États-Unis, ébranlée par la révélation du Plan Camelot en 1965 et du financement du CLC par la CIA, deux ans plus tard. Cette centralité de l'Uruguay peut s'expliquer par son traditionnel *tercerismo*, mais également par sa stabilité politique et économique, sa position géographique, et la présence de nombreux intellectuels, uruguayens et exilés des régimes dictatoriaux, du Brésil notamment.

Il convient d'examiner, finalement, l'insertion de l'Uruguay dans les réseaux transnationaux du marché éditorial. Cette section se base sur une étude des annonces publiées dans *Marcha* entre 1967 et 1969 promouvant des auteurs français ou des livres en français, ce qui nous permet –sans être exhaustifs– d'avoir à la fois un aperçu des éditeurs étrangers distribués à Montevideo et une approximation de la présence de la culture écrite française<sup>5</sup>. La ville la plus représentée est Buenos Aires, suivie de Barcelone et Paris (c'est-à-dire de livres en français), et de manière plus ponctuelle Mexico, Madrid et Caracas. On peut donc déceler ici une manifestation locale des réseaux transnationaux

---

<sup>5</sup> Nous avons recueilli le titre et l'auteur de chaque ouvrage, ainsi que l'éditeur, la ville d'origine et le distributeur à Montevideo. Pour une analyse plus détaillée, nous avons également catégorisé les différents titres selon le genre littéraire ou l'époque d'écriture.

qui structurent le monde de l'édition, sous l'effet combiné de processus relativement récents comme l'émergence de Buenos Aires et de Mexico comme centres éditoriaux et de phénomènes aux racines plus anciennes, comme la centralité de Paris, concurrencée à partir des années trente par l'Espagne. La Guerre civile, cependant, mit entre parenthèse le développement de l'édition espagnole et provoqua l'exil de nombreuses personnalités comme Benito Milla, espace laissé libre qui permit à Buenos Aires et Mexico d'émerger sur la scène internationale (avec un rôle clé des exilés espagnols). Cependant, il s'agissait surtout dans un premier temps d'un marché d'exportation. L'édition pour un lectorat latino-américain s'est quant à elle affirmée dans les années soixante, coexistant avec les vieux centres éditoriaux européens. L'Espagne, Barcelone en particulier, s'est réinséré à cette même période dans le marché international de l'édition. D'ailleurs, la librairie d'Alfa distribuait une grande variété d'éditions barcelonaises, reflets des réseaux de Milla maintenus malgré l'exil. Parmi les éléments les plus intéressants, nous pouvons mentionner la présence à Montevideo d'une librairie proposant un catalogue fourni d'œuvres en français, mais également la grande variété des livres d'auteurs français, ce qui témoigne d'un intérêt prolongé et diversifié pour la culture écrite française.

Nous nous arrêterons finalement sur la présence notable, parmi les titres relevés dans les annonces de *Marcha*, des principaux intellectuels structuralistes (Roland Barthes, Michel Foucault, Louis Althusser et Claude Lévi-Strauss en particulier), paradigme alors dominant dans la sphère intellectuelle française. Bien que les critiques et le début d'un reflux aient déjà émergé en 1968, la prépondérance du structuralisme parmi les universitaires et sa large réception dans le Río de la Plata s'avèrent être un élément important dans l'analyse de la visibilité du Mai français dans le monde de l'édition. En effet, la contestation des ouvriers et des étudiants a secoué le monde académique français, remodelé le champ intellectuel et conduit les représentants du structuralisme à prendre position. Nous supposons que la visibilité des structuralistes français a contribué à l'impact du Mai français parmi les revues et l'édition latino-américaines. Comme nous l'avons indiqué dans l'introduction de notre recherche, Mai 68 n'est pas étranger à ce "retour de l'événement" qui a fait irruption dans les sciences sociales françaises à la fin des années 1960 et dans la décennie suivante. En même temps, l'événement, s'étant imposé comme un moment d'affirmation de la subjectivité, de la force fulgurante de

l'événement et du temps court, de la possibilité du changement soudain, a ébranlé les fondements théoriques du structuralisme.

## *II. Revues et organisations communistes: récit des intellectuels et récit militant*

Les partis communistes étaient alignés sur la politique dictée par l'Union Soviétique, et agissaient en même temps en fonction de leur propre contexte national et local. D'autre part, ils ne constituaient pas un ensemble monolithique. Les intellectuels communistes, en particulier, formaient souvent une voix dissidente par rapport à la ligne partisane. D'où la coexistence de représentations de Mai 68 ambivalentes, voire dissonantes. Il faut donc prendre en compte le contexte local, le cadre du communisme international, la ligne éditoriale des revues animées par les intellectuels ainsi que d'autres réseaux de circulation d'information, plus difficiles à mettre en évidence, qui probablement influèrent les sphères militantes communistes uruguayennes. Nous observons donc dans ce chapitre les diverses représentations de Mai 68 diffusées au sein du communisme –parti, intellectuels, jeunesse militante– servant de point de référence dans divers débats qui animèrent les gauches uruguayennes, tels que la nécessité d'une organisation politique ou le rôle des travailleurs et de la jeunesse dans le processus révolutionnaire.

Nous étudions dans un premier temps les circulations transnationales entre publications communistes et la réception de Mai 68 dans la revue théorique du PCU, *Estudios*, dirigée par Rodney Arismendi, également Secrétaire Général du parti. Cette réception peut être comprise comme le résultat de l'organisation à échelle nationale et internationale des intellectuels communistes, et des réflexions développées à l'échelle locale sur la révolution et la jeunesse, étudiante en particulier. Les réseaux de revues communistes s'accompagnaient de circulations de personnes, délégations, voyages de représentants, envois de correspondants. Dans le cas du PCF et de l'Amérique latine, les relations semblent durant les années soixante se faire plus étroites, ou du moins plus institutionnalisées. Dans le cas qui nous intéresse, apparaissent à partir de 1960 dans *Estudios* des traductions de revues communistes françaises. Cuba était un lieu central du contact entre militants français et latino-américains, malgré les tensions entre le PCF et le Parti communiste cubain à la fin de la décennie. De même, la stratégie internationale

impulsée par Arismendi visait à maintenir un équilibre entre fidélité à l'Union Soviétique, soutien à Cuba, et réflexion sur les conditions de la révolution en Uruguay et dans la région. Ceci impliqua notamment, sans soutenir explicitement la lutte armée revendiquée par l'île caribéenne, des nuances et évolutions quant au discours du PCU sur l'usage de la violence, ce qui favorisa autour de 1968 une ample adhésion des jeunes uruguayens au communisme, en même temps que ceux-ci participèrent à la radicalisation des thèses communistes.

Un examen de diverses revues communistes –à l'instar de *Recherches Internationales* ou *La Nouvelle Revue Internationale*– montre le peu de visibilité accordée au mouvement étudiant français. Dans le cas d'*Estudios*, qui donne généralement priorité aux questions nationales et aux documents du Parti communiste de l'Union Soviétique, on trouve un dossier sur le mouvement étudiant, composé de trois articles. Il est significatif que deux d'entre eux abordent spécifiquement le cas de la France. Dans l'introduction au dossier, rédigée par Arismendi, on note une volonté d'exposition sans prendre parti, reflet peut-être d'une certaine incommodité. Les deux textes –un de Santiago Carrillo, Secrétaire Général du Parti communiste espagnol en exil à Paris et un de Roger Garaudy, éminent et polémique intellectuel du PCF– se rejoignent sur plusieurs points. Bien qu'ils réaffirment la lutte des classes comme moteur de la révolution, contredisant ainsi les thèses marcusiennes, ils appellent à une révision de l'attitude du communisme français et à une revalorisation du rôle des étudiants, dont les tendances “anarchisantes” ne seraient qu'un mouvement de surface qui ne doit pas occulter la combativité et l'engagement de la majorité. C'est, selon ces auteurs, au communisme de les former, les orienter et les associer à la lutte des travailleurs. Cette représentation est très éloignée de l'aversion de nombreux militants communistes pour les étudiants de Mai 68, de la stratégie du PCF pendant la crise, et plus généralement de son obsession contre les secteurs “gauchistes”. Si l'on retrouve, comme dans le discours officiel, l'idée d'une adhésion incontestée de la classe ouvrière au PCF et à la CGT (Confédération Générale du Travail) –faisant fi des divergences apparues dans certaines usines et parmi les jeunes travailleurs– on se trouve face à une représentation discordante de l'événement. Quant à expliquer le choix de publier ces textes dans *Estudios*, nous pouvons supposer que, malgré la distance affirmée d'Arismendi, ils correspondent tous deux à une vision critique du communisme, à un moment où se multiplient les

questionnements vis-à-vis de la politique soviétique, de manière encore plus nette après l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 68. De plus, ces deux articles proposent un discours sur la jeunesse qui probablement trouvait un écho en Uruguay, où les trois premiers martyrs étudiants militaient aux jeunesses communistes, figures dont l'héroïsme fut galvanisé par le PCU face à ceux qui l'accusaient de modération, voire de réformisme. Il s'agissait peut-être également, de la part d'Arismendi, d'une manière de se distancier des partis communistes occidentaux et de mettre ces textes, voix dissidentes, au service d'une réflexion sur la révolution en Uruguay et en Amérique latine.

Il convient d'analyser, d'autre part, la représentation de Mai 68 diffusée par le PCF, qui usa dans ce but de différentes instances internationales, ainsi que des publications qui comptaient parmi leurs lecteurs, non les intellectuels, mais les militants communistes et sympathisants. Bien que ce récit de l'événement soit moins clairement discernable, les documents relevés dans plusieurs fonds d'archives (en particulier ceux du PCU, de l'Union Nationale des Étudiants de France et de la Confédération Française Démocratique du Travail, CFTD) permettent de l'entrevoir et de supposer son impact parmi les communistes uruguayens. On a pu détecter une volonté de marginaliser et d'exclure les secteurs "gauchistes" lors du Festival Mondial de la Jeunesse et des Étudiants organisé à Sofia en juillet et août 1968. Dans le cadre de la Conférence préparatoire de Budapest, qui réunit les différents partis communistes en juin 1968, en vue de la Conférence de Moscou prévue pour l'année suivante, le rôle des étudiants est à peine mentionné. Différents discours et documents émanant de cette réunion internationale furent reproduits dans la presse communiste uruguayenne. Dans le quotidien *El Popular*, d'ailleurs, une interview inédite de Waldeck Rochet réalisée pendant la campagne électorale ne mentionne pas non plus les étudiants, confirmant la volonté du PCF de construire son propre récit de Mai 68 et de le diffuser au-delà des frontières nationales. Finalement des documents conservés dans les archives de la CFTD révèlent, en avril 1969, qu'un discours devait être prononcé par des représentants de ce syndicat devant la Convención Nacional de Trabajadores (CNT), mais fut empêché par la majorité communiste, en réaction au syndicat chrétien local qui aurait insisté sur le rôle exclusif de la CFTD en mai 68, au détriment de la CGT. Cette anecdote, ainsi que les polémiques entretenues dans les lettres des lecteurs de *Marcha* entre communistes et non communistes, dont certaines ont été analysées dans un chapitre antérieur, montrent que les questions qui animaient les gauches françaises furent



transposées aux réalités nationales et latino-américaines, et reflètent l'écho qu'a pu avoir le récit officiel du PCF dans les sphères militantes uruguayennes.

### *III. L'édition des marxistes argentins et leur circulation en Uruguay: Mai 68 comme répétition générale*

Bien que le débat sur le concept de “nouvelle gauche” soit traditionnellement conçu comme une opposition entre le communisme et les autres courants du marxisme, nous avons pu mettre en évidence de nombreux points communs, tels que la revendication de la lutte de classes comme moteur de la révolution ou de la nécessité d'une organisation politique. Ces différents discours apparaissent donc d'avantage comme des alternatives à une même question et un même objectif que comme des visions opposées. Les protagonistes que nous allons évoquer dans ce chapitre, de plus, se sont pour la plupart formés dans l'orbite communiste, avant de s'éloigner et de s'intéresser à d'autres courants du marxisme. Un schéma similaire s'observe en ce qui concerne les auteurs français traduits: beaucoup participèrent à la résistance durant la Seconde Guerre mondiale, furent militants ou compagnons de route du PCF, avant de prendre leurs distances et rejoindre d'autres formations politiques de gauche. De plus, il s'agit de figures politiques ou intellectuelles avec une carrière déjà avancée et reconnue, ce qui leur confère une légitimité pour analyser les événements de Mai. Nous avons opté ici pour l'étude de documents publiés en Argentine dont nous avons pu attester la diffusion en Uruguay. Il s'agit donc de concevoir le paysage de lectures auquel pouvait avoir accès les Uruguayens, en particulier dans la capitale. En effet, la presse quotidienne et *Marcha* sont des publications uruguayennes destinées à un public uruguayen. Au contraire, dans le cas des revues et encore plus des livres, la présence étrangère est suffisamment notoire pour être prise en compte et ne pas limiter l'analyse aux publications uruguayennes, le plus souvent centrées sur les auteurs nationaux ou latino-américains et relativement peu ouvertes aux productions littéraires et intellectuelles d'autres espaces, pour des raisons tant idéologiques qu'économiques. L'objectif de ce chapitre est donc d'analyser les réseaux dans lesquels étaient intégrées les maisons d'édition associées à la “nouvelle gauche intellectuelle” argentine et d'examiner leurs relations avec d'autres secteurs de la gauche –le communisme en particulier– et leur insertion dans le champ culturel

uruguayen. Nous observerons la réception dans ce pays de la représentation du Mai français construite en Argentine, conditionnée à la fois par les circulations transnationales spécifiques du champ culturel et éditorial et par les termes du débat sur les “voies de la révolution” à l'échelle locale et régionale.

Les projets éditoriaux associés à la “nouvelle gauche” argentine fleurissent dans les années soixante, souvent conçus comme des espaces de dialogue et de critique, reflétant le polycentrisme croissant du communisme à l'échelle internationale, une fragmentation et une reconfiguration du champ de la gauche marxiste. Nous avons pu, grâce aux relevés des livres d'auteurs français annoncés dans *Marcha*, confirmer la distribution de la plupart de ceux-ci à Montevideo, dans des librairies du centre-ville, à quelques rues de l'édifice principal de l'Université et du IAVA (Instituto Alfredo Vázquez Acevedo), centre névralgique du mouvement étudiant lycéen. Certaines de ces maisons d'éditions argentines étaient même disponibles dans la librairie de l'Université. Cette myriade de projets éditoriaux argentins structure un réseau de personnalités qui sont devenues des figures clés dans le domaine culturel de la gauche non communiste de ce pays: Jorge Álvarez<sup>6</sup>, Galerna, Tiempo Contemporáneo, *Pasado y Presente*, Signos, De La Flor, Rodolfo Alonso, mais aussi Carlos Pérez et La Rosa Blindada. Cette dernière ainsi que *Pasado y Presente*, revue fondée à Córdoba par José María Aricó, furent impulsées par des militants du Parti communiste argentin expulsés pour avoir revendiqué une ouverture et un dialogue au sein du parti. EUDEBA et CEAL –deux projets dirigés par Boris Spivacow– ont pour leur part joué un rôle clé dans la diffusion massive et la démocratisation des auteurs et des idées promues, grâce à d'importants tirages à bas coût. Il est intéressant de noter la forte présence de la compilation comme format d'édition, manière de diffuser de plus nombreux textes et auteurs et de les faire dialoguer de manière libre. Ce fut à la fois une manière de mettre en œuvre la réflexion critique et une réponse à la demande d'un lectorat de plus en plus vaste et exigeant en termes d'actualité et de quantité d'information.

Si nous observons de manière plus détaillée les contenus des compilations de notre corpus, nous constatons que les réseaux de circulation de l'information semblent être conditionnés par des affinités intellectuelles et politiques, non nécessairement partisans.

---

<sup>6</sup> Jorge Alvarez créa sa propre maison d'édition mais également De La Flor, et impulsa Tiempo Contemporáneo, Galerna et Carlos Pérez.

Les publications de *Pasado y Presente* et *Tiempo Contemporáneo* reprennent toutes deux des textes publiés initialement dans *Les Temps Modernes*, revue dirigée par Sartre, parmi lesquels nous pouvons remarquer la signature d'Ernest Mandel et André Gorz. D'ailleurs, dans *Pasado y Presente*, on peut lire des remerciements à ce dernier pour avoir autorisé la reproduction des articles de la revue sartrienne. Gorz fut un intellectuel marxiste, introducteur en France de l'œuvre de l'italien Lelio Basso, directeur de la revue *Problemi del Socialismo*, dont des textes sont également traduits dans la compilation de *Pasado y Presente*. Lelio Basso maintint une amitié avec Gilles Martinet, co-fondateur du PSU, également présent dans la compilation. Dans le cas de *Tiempo Contemporáneo*, en plus des textes de *Les Temps Modernes*, on trouve "L'écriture de l'événement" de Roland Barthes, publié initialement dans *Communications*, témoignage de la réception des structuralistes. On constate donc, de manière générale, l'importance accordée à la "deuxième gauche" française. Une compilation un peu plus tardive publiée par Rodolfo Alonso reproduit les articles d'une polémique sur le rôle des intellectuels après Mai 68, laquelle impliqua Sartre mais également Bernard Pingaud et Dionys Mascolo, et révèle un réseau structuré autour de la maison d'édition Gallimard.

Nous nous concentrons finalement sur la représentation de Mai 68 dans les différentes publications relevées, livres et compilations d'articles, et sur leur réception en Uruguay, en relation avec le contexte local. Bien que les textes publiés critiquent généralement l'attitude du PCF dans la crise française, ils le rejoignent dans leur critique des revendications "maximalistes" des étudiants, de leur spontanéisme et manque d'organisation. Ils remettent au centre le rôle des travailleurs et la nécessité d'une organisation politique assez puissante pour diriger la révolution et qui ne soit pas le parti communiste. Mai 68 est donc vu comme un échec duquel il faut tirer les leçons pour le futur de la révolution, perception incarnée dans l'expression de "répétition générale", popularisée en France par les militants trotskistes Daniel Bensaïd et Henri Weber. Il est intéressant de noter que, dans le contexte argentin, la référence attendue à la Réforme de Córdoba est absente dans les textes de la "nouvelle gauche", alors qu'elle fut reprise en Uruguay, associée à la Réforme de l'Université de 1958 et à Mai 68, deux événements vus comme des concrétisations des idéaux de Córdoba.

#### *IV. Changer la vie, transformer le monde: Mai 68 comme pulsion créative et libératrice*

Si les courants marxistes non orthodoxes –et certains intellectuels communistes– concevaient Mai 68 comme un événement duquel il fallait apprendre afin de penser le futur de la révolution, reconnaissant le rôle des étudiants mais critiquant leur manque d'organisation, les diverses sphères que nous abordons dans ce dernier chapitre –monde de l'art et de la littérature, mais également certains courants anarchistes– se rejoignent dans leur conception de la révolution comme expérience inscrite dans le présent, le changement étant vu comme possible depuis chaque individu, jusque dans sa vie quotidienne, avec une préoccupation pour la recherche de nouvelles formes d'expression politique, autres que le recours à la violence prôné par des secteurs de la gauche en cours de radicalisation. Non seulement c'est ici que la réception de l'événement paraît avoir été la plus importante et positive, mais on trouve également le récit qui connut la plus grande postérité. C'est finalement la voix des étudiants qui prédomine, celle des principaux dirigeants du mouvement, mais également celle, anonyme, des affiches, des graffitis et des slogans. Bien que l'on décèle un intérêt pour les pratiques autogestionnaires dans les usines, tant les travailleurs que les hommes politiques et les partis se trouvent relégués à un second plan. Dans un même geste, la représentation de Mai 68 se rapproche des protagonistes et de leur récit et s'éloigne d'une vision des événements qui tendrait à une compréhension globale. Malgré la partialité des narrations proposées, l'hétérogénéité des documents du corpus et la dispersion des acteurs, nous trouvons des références et problématiques communes qui rendent possible leur rapprochement. Dans ce chapitre, nous nous demandons donc comment Mai 68 a été intégré dans les réflexions sur l'articulation entre politique, art et vie quotidienne qui animaient certaines sphères de la gauche uruguayenne. En reconstruisant les réseaux de circulation de l'information, nous chercherons d'autre part à mettre en lumière les phénomènes de resignification des récits de l'événement et des matériaux qui ont été produits pendant ces deux mois de contestation.

Mai 68 connut une ample réception dans les milieux anarchistes uruguayens considérés comme dissidents par rapport à l'organisation principale, la FAU (Federación Anarquista de Uruguay), qui proclama son soutien (non sans réserve) à la Révolution

cubaine et se centra stratégiquement sur l'action syndicale. D'autres secteurs, au contraire, revendiquèrent des formes d'action non violentes et un changement depuis l'individu, censé irradier sur la manière de s'organiser collectivement. Parmi les étudiants, beaucoup se trouvaient à l'institut de Bellas Artes. Un autre lieu important de cette tendance fut la Comunidad del Sur, groupe d'origine anarchiste et atelier graphique. Là fut créée l'édition Acción Directa, qui se fit amplement écho des événements français, dès août 1968. Parmi notre documentation, on trouve effectivement deux *Cuadernos del Militante*, publiés par Acción Directa respectivement en 1968 et 1969 et consacrés au mouvement étudiant, dont un spécialement à la France. Quelques années plus tard furent édités par Acción Directa, conjointement à Montevideo et Buenos Aires, deux volumes (le livre complet et un chapitre publié seul) écrits par les frères Cohn-Bendit et initialement publiés au Seuil. Le premier numéro de *Cuadernos* rassemble des documents hétérogènes, depuis des articles d'information (de journaux anarchistes mais aussi de presse de grande diffusion), jusqu'aux slogans de Mai, en passant par des extraits de discours et de conférences. Le deuxième est une traduction d'un document produit par des travailleurs français, publié initialement par *Noir et Rouge* et *Information Correspondance Ouvrières (ICO)*. En ce qui concerne Le Seuil, la consultation de leurs archives nous a permis d'observer certains aspects du travail éditorial, tels que l'urgence de publier pour répondre à une demande liée à un thème d'actualité, jusqu'à la quantité de tirages et la cession des droits pour les traductions et publications à l'étranger. Mai 68 apparaît dans ces différents documents comme une expérience inscrite dans le présent, spontanée, essentiellement parisienne et étudiante. Souvent, l'accent est également mis sur l'internationalité du mouvement étudiant, en particulier européen. Les tentatives d'autogestion, même si elles n'ont pas abouti, sont décrites comme des expériences qui ont provoqué un changement, pouvant être répétées ou inspirer et, en ce sens, restent valables, n'appartenant jamais à un passé définitivement clos, potentiellement prolongées par de nouvelles expériences présentes.

Pour aborder la question de l'articulation entre art et engagement politique, notablement présente en ces années de polarisation politique au niveau national et international, nous avons opté dans un premier temps pour la présentation de deux trajectoires: celle, individuelle, du jeune poète uruguayen Ibero Gutiérrez et sa

réappropriation de Mai 68<sup>7</sup>, et celle, collective, des situationnistes et de leur réception dans le Río de la Plata, essentiellement souterraine. Ibero voyagea à Paris en février 1969. Il laissa de ce séjour un ensemble de poèmes intitulé “París Flash”, une série de photographies et un journal. Dans celui-ci, il relate sa visite au siège de la rédaction du journal *Action*, né pendant Mai 68, provoquant chez le jeune Uruguayen curiosité, intérêt, mais également scepticisme face à l'extrémisme des militants français. L'impact de son expérience parisienne est également visible, de manière plus diffuse, dans ses écrits postérieurs, dans lesquels il expérimenta sur le plan formel (collage) et thématique (érotisme, psychédéisme...). Il se réfère en effet régulièrement à Paris, associée dans ses poèmes à la sensualité, au luxe et au consumérisme d'une ville européenne. Apparaissent également dans son œuvre les slogans de Mai et des réflexions sur l'articulation entre poésie et vie quotidienne, qui coexistent chez Ibero avec une sensibilité face à la violence de la guérilla et à l'héroïsme de Che Guevara.

Les slogans de Mai reçurent pour leur part l'influence certaine des situationnistes, groupe numériquement réduit mais dont l'écho fut important à la fin des années soixante en France, en pendant Mai 68 en particulier. Il nous a semblé intéressant de rendre compte de la faible et tardive réception des situationnistes en Argentine et en Uruguay. L'unique numéro d'une revue situationniste publié à Buenos Aires en 1971, *En Cuestión*, de diffusion très limitée, a été conservé. *La société du spectacle*, dernier document de notre corpus, ne fut publié qu'en 1974 par la maison d'édition argentine De La Flor. Cette réception très limitée, possiblement due à une certaine incompréhension de la majorité du public latino-américain face aux thèses situationnistes, lointaines des préoccupations locales, peut sembler contradictoire avec la réception massive et durable des slogans de Mai.

En effet, ceux-ci ont pour leur part été largement repris dans les différents documents étudiés. Nous prétendons donc ici, finalement, analyser le parcours des slogans et des affiches, depuis les murs parisiens jusqu'aux pages des revues et livres proposés aux lecteurs uruguayens. Ils furent l'objet de nombreux transferts de supports, sélections,

---

<sup>7</sup> Ibero Gutiérrez fut assassiné par un groupe paramilitaire appelé *Escuadrón de la muerte* en 1972, à 22 ans. Ses archives sont conservées à la Bibliothèque nationale uruguayenne, et sa bibliothèque personnelle au Musée de la Mémoire (MUMA). Plusieurs de ses œuvres, poétiques et théâtrales, furent éditées ces dernières années. Il s'essaya également à la peinture et la photographie.

traductions et resignifications. Leur réappropriation aisée –ils sont en effet proches du slogan publicitaire– explique d'ailleurs en partie cette vaste réception des slogans de Mai. Si l'on considère leur lieu d'origine, les rues de la capitale française, on constate que se rejoignent significativement expression créative, objectifs de communication et engagement politique. Celui-ci, loin de la voix dominante et individualisée des dirigeants étudiants, suscite au contraire la participation anonyme de chacun, constituant donc la parole collective du corps étudiant dans son ensemble. L'anonymat fut également la règle dans l'Atelier Populaire de l'école des Beaux-Arts occupée, qui produisit abondamment des affiches sur des thématiques diverses. L'un des paradoxes des slogans de Mai qu'il convient de signaler est que, d'une part, leur force et originalité proviennent de leur caractère éphémère et performatif et que, d'autre part, ils ont connu une postérité durable grâce aux nombreuses compilations immédiatement réalisées.

Ceci nous amène donc à l'observation des différents phénomènes de circulation et réappropriation des slogans. Dans ce but, nous avons choisi de développer certains exemples illustratifs. Dans la plupart des cas, les slogans constituent une section au sein d'une compilation de documents. Dans le cas de la revue littéraire franco-uruguayenne *Maldoror*, dans un numéro de 1969, on trouve tout d'abord une double introduction de Paul Fleury et Amanda Berenguer, chaque texte en français et en espagnol. Apparaît ensuite une sélection de poèmes anonymes rédigés pendant l'occupation de la Sorbonne. Ceux-ci, originellement dispersés et destinés à disparaître, furent récupérés et compilés. De cette compilation, plusieurs textes furent extraits et publiés dans *Le Monde*, parmi lesquels certains furent ensuite reproduits dans *Maldoror*, accompagnés d'une traduction en espagnol. Vient finalement une section de slogans, également traduits. On observe donc, entre le lieu de production initial des documents et leur diffusion auprès des lecteurs uruguayens, une série d'opérations successives de sélections, de resignifications d'ensemble et de traduction. Dans d'autres cas, les slogans ne sont pas seulement reproduits. Ils sont réappropriés dans le but de créer de nouveaux sens et matériaux. Ainsi, par exemple, dans la revue d'avant-garde littéraire et artistique *Los Huevos del Plata*, les slogans apparaissent répartis, disséminés dans les pages, dans les marges ou entre les colonnes de textes. Parmi les documents publiés, on trouve un long article sur le spatialisme, courant poétique créé dans les années soixante par Pierre et Ilse Garnier, qui cherche à travailler non seulement l'écriture, mais aussi la matérialité même des lettres

dans l'espace de la page. Les slogans de Mai, dans cette revue, deviennent donc eux-mêmes une forme d'œuvre spatialiste.

L'écriture collective et anonyme, la brièveté du slogan, la généralité des thèmes auxquels ils font allusion (l'imagination, la poésie, le plaisir, la rue ou la vie), l'esthétique simple et colorée des affiches, ont permis la multiplication des possibilités de récupération et d'intégration de ces matériaux dans d'autres textes et contextes. Ils ont également constitué la concrétisation de la fusion entre art, politique et vie quotidienne. Alors qu'en Uruguay, certains secteurs de la gauche, en particulier parmi les jeunes, se radicalisaient et manifestaient une certaine distance à l'égard des slogans surréalistes et libertaires venus de France, nous avons néanmoins pu détecter des espaces de réception et de reformulation, où les aspects créatifs et culturels de Mai 68 purent s'articuler avec les problèmes locaux et régionaux et avec les exigences d'engagement politique émanant de Cuba en particulier.



## Conclusions et pistes de recherche

La réception de Mai 68 n'a pas suscité l'intérêt des chercheurs, à cause du cadre national souvent adopté et, dans les travaux les plus récents, d'une priorité donnée à d'autres espaces, notamment les États-Unis et Cuba. Nous avons cependant pu montrer l'ampleur et la diversité de la réception de l'événement en Uruguay, immédiate et durable, bien qu'il s'agisse d'une référence ambivalente, utilisée pour émuler, comparer, réfuter ou nuancer des analyses et commentaires. Nous avons étudié ces représentations comme le résultat de facteurs historiques établis de longue date, des nouvelles coordonnées de la Guerre froide culturelle, de la structure des réseaux de circulation de l'information et du contexte local de réception. Ce faisceau d'explications permet de comprendre la construction de différents récits de l'événement, et saisir ainsi la dimension internationale de Mai 68 comme processus historique. Le modèle d'analyse mis en place pourrait être appliqué à d'autres événements et d'autres contextes de réception.

L'étude des circulations d'informations autour du Mai français, sur plusieurs années, nous a amenés à complexifier notre compréhension de la géographie de la Guerre froide culturelle et des années soixante en Amérique latine, traditionnellement centrée sur l'impérialisme américain et s'ouvrant plus récemment aux circulations entre pays latino-américains. Nous avons notamment réfléchi à l'insertion de la France dans cette cartographie, entre puissance capitaliste et impérialiste et berceau de la Révolution et centre intellectuel. Ce travail d'approfondissement des dynamiques spatiales de la Guerre froide peut néanmoins être prolongé et enrichi de plusieurs manières. Tout d'abord, d'autres espaces ont émergé qui méritent de recevoir une attention plus minutieuse ou d'être étudiés sous un angle différent. L'Italie est apparue, par exemple, comme un lieu important pour les courants anarchistes et certains secteurs de la "nouvelle gauche". Ensuite, notre perception de la cartographie des *Long Sixties* pourrait être étoffée par une analyse détaillée des "circulations inversées", c'est-à-dire depuis l'Amérique latine vers l'Europe ou les États-Unis. Enfin, en ce qui concerne spécifiquement l'Uruguay, nous tenons à rappeler la présence de nombreuses institutions liées à des pays étrangers, à l'instar d'un siège de l'ORTF ou de l'AFP. Nous avons pu constater que le choix de l'Uruguay comme lieu stratégique fut fréquent, par des acteurs très divers. Cela constitue à nos yeux

une invitation à réévaluer la place de l'Uruguay dans le contexte de Guerre froide culturelle.

En analysant la circulation de l'information, nous avons également souligné l'importance du jeu d'échelle et de l'articulation entre les phénomènes globaux et locaux, sans perdre de vue l'importance du cadre national. De cette façon, nous avons contribué à la discussion sur le 68 global. Le processus de diffusion de l'information n'est pas une simple distance à parcourir: c'est une succession de sélections et de resignifications conditionnée par la structure des médias (aussi bien la presse quotidienne que les revues littéraires) et par le contexte de réception. Nous privilégions donc l'idée de 68 comme "expérience transnationale", perspective qui nous a semblé la plus appropriée afin de rendre compte de l'internationalisation de la contestation étudiante, sans occulter les dynamiques régionales, nationales et locales. C'est ce qui nous a permis de dépasser l'affirmation d'une identification impossible entre l'Uruguay et la France et la discussion en termes d'influence ou d'absence d'influence, en observant la construction de récits divers en relation avec le contexte de production et de réception de l'information. Cette "expérience transnationale" s'est donc manifestée dans une myriade d'interactions entre le local et le global qui ont façonné un événement multiforme et changeant. Le Mai français n'a pas été présenté comme une influence supposée directe sur les étudiants uruguayens, mais il est apparu comme un point de référence incontournable par rapport auquel il était difficile de ne pas se positionner.

Ceci explique que l'événement ait été facilement introduit dans les débats qui animaient la société uruguayenne. Parmi ceux-ci, nous pouvons notamment mentionner la question de la légitimité du recours à la violence et des "voies de la révolution". Ces discussions, généralement associées dans l'historiographie aux secteurs de la gauche qui soutenaient la lutte armée, traversaient en fait toute la sphère publique, des partis traditionnels qui s'exprimaient à travers la presse quotidienne jusqu'aux revues littéraires qui réfléchissaient à la manière d'articuler engagement politique, art et vie quotidienne. Nous avons donc ainsi pu mettre en évidence que la violence, bien qu'apparaissant de plus en plus comme une réaction légitime à la situation de crise du pays et de la région, n'était pas revendiquée de façon consensuelle, au sein de la gauche, comme facteur de changement, même parmi ceux qui critiquaient le "réformisme" et la "mollesse" des communistes. Sur la base de ces observations, il serait intéressant d'étudier plus avant les

discours sur la violence, au-delà des groupes radicalisés en faveur de la lutte armée, et les significations et formes qu'ils ont pris dans les différents secteurs de la politique et de la société uruguayenne.

Au niveau conceptuel, l'examen des réappropriations locales des représentations du Mai français nous a conduit à une réflexion sur l'événement en tant qu'objet d'étude. En nous intéressant à différentes sphères de circulation de l'information, l'événement est apparu davantage comme un ensemble de représentations médiatisées et de voix superposées, une accumulation de significations et de récits, que comme une pure construction médiatique ou la simple contrepartie de la structure. Nous avons ainsi pu rétablir la densité historique et temporelle de l'événement et contribuer à la déconstruction de certains récits ultérieurs sur Mai 68, dont la mémoire a longtemps été dépolitisée et monopolisée par une poignée de personnalités, généralement d'anciens dirigeants étudiants. Les temporalités définies et la limite chronologique choisie, bien que fondées sur la documentation recueillie, n'en demeurent pas moins un cadre construit à des fins d'analyse. La question de la représentation de l'événement dans les médias uruguayens aurait pu en effet couvrir une période beaucoup plus large, jusqu'à l'actualité. Cela pose donc la question de la mémoire collective et individuelle.

Une question majeure est la suivante: à quel moment un événement passe-t-il du présent à l'histoire? Quand commence-t-il à devenir un objet de mémoire? A cet égard, l'année 1974 nous a semblé être un seuil pertinent. La documentation produite par la suite, notamment après la dictature (1973-1984), s'inscrit nettement dans le champ de la mémoire et de la recherche historique. Cependant, la médiatisation massive, immédiate et durable de Mai 68 nous a permis d'entrevoir des dynamiques et des processus plus complexes qu'il conviendrait d'explorer plus en profondeur. De plus, comme nous l'avons souligné, l'événement n'est pas étranger aux préoccupations exprimées à partir de la fin des années soixante par des intellectuels comme Pierre Nora sur l'accélération de la perception du temps et la multiplication des événements dans le présent, sans le temps écoulé qui légitime la voix de l'historien. L'examen détaillé de la dialectique entre présent et histoire, actualité et mémoire, serait donc particulièrement pertinent pour l'étude du passé récent.

Les sphères de circulation de l'information étudiées correspondent à différents types de médias et réseaux transnationaux. Nous avons ainsi apporté de nouvelles connaissances sur les médias uruguayens (et dans une moindre mesure français) qui forment un champ d'étude fragmenté et qui ont reçu une attention inégale de la part des chercheurs. Compte tenu de l'absence presque complète d'études sur le monde de l'édition et les pratiques de lecture en Uruguay, notre travail constitue une ouverture possible vers de nouvelles perspectives de recherche. Pour l'analyse des revues et des livres, nous avons choisi le cadre conceptuel de "champ culturel" développé par Pierre Bourdieu. Il s'est avéré adéquat pour concevoir conjointement différents protagonistes, supports et discours, et pour réfléchir à leur relation, aussi bien entre eux qu'avec d'autres sphères telles que la politique. En rendant compte des différentes représentations du Mai français, nous avons de ce fait souligné leur appartenance à un même espace, leur complémentarité, leurs points de convergence en même temps que leur place dans la lutte que mènent les différents acteurs du champ. En reprenant ce cadre théorique du sociologue français, nous voudrions évoquer la possibilité de conceptualiser un "champ informationnel" ou "champ communicationnel". Celui-ci ne se limiterait pas à l'étude des sphères culturelles, mais inclurait d'autres acteurs qui cherchent à intervenir dans la diffusion de l'information et la construction de représentations. Dans la présente recherche, cet objectif s'est traduit par l'analyse conjointe de la presse quotidienne, des revues et des livres. Bien que les intellectuels se soient érigés en voix légitimes dans le récit de l'événement, des narrations produites par des étudiants ou des travailleurs ont également fait leur apparition. Parfois implicite, le souci de communiquer et de diffuser des idées et des représentations a animé de larges secteurs politiques, conscients du pouvoir que représente le contrôle de la production de l'information. Loin de limiter la communication aux médias (notamment les médias de masse), il est possible d'observer de multiples stratégies de communication, qui sont liées à la pratique même du militantisme et sont le résultat de traditions, d'apprentissages et d'innovations. Celles-ci sont autant de réponses à la lutte pour la construction de représentations – productrices de réalités politiques et sociales – et à la nécessité de se positionner dans ce "champ communicationnel". Postuler sa pertinence théorique semble donc fructueux dans le but de contempler une grande diversité d'acteurs et de médias, d'approfondir la connaissance des médias uruguayens, de réfléchir aux discours sur la violence au prisme du défi communicationnel, et de réviser des concepts

tels que “information” et “contre-information”, “vérité” ou “objectivité”. Ainsi, cette recherche se veut une invitation à poursuivre la réflexion sur les ressources méthodologiques, conceptuelles et discursives qui nous permettraient d'enrichir l'analyse de ce “champ” au-delà de 1968, de la France et de l'Uruguay.